

INQUIÉTUDE ■ RESF et des enseignants mobilisés mais parfois démunis

« Des écoliers toujours sans lit »

RESF tire les sonnettes d'alarme depuis plusieurs mois sur « les conditions d'hébergement déplorables voire inexistantes » d'enfants de demandeurs d'asile scolarisés dans les écoles clermontoises.

Sophie Grémillet est institutrice en maternelle à l'école Victor-Duruy, à Clermont. Au début de l'année, elle s'est rendu compte que Suella, une élève kosovare de trois ans, passait la plupart de ses nuits « dans la rue, ou dans une voiture, ou sur une chaise aux urgences de l'hôpital, tout comme son grand frère et leur maman ».

« On n'en voit pas le bout »

Très choquée, elle a décidé de rejoindre le Réseau Éducation Sans Frontière (RESF 63), qui cherche inlassablement à trouver des solutions face aux problèmes d'hébergement « qui ne font que s'amplifier et s'aggraver pour les personnes et les familles en cours de procédure ou déboutées de leur demande de d'asile ».

Le directeur de l'école exprime, lui aussi, son sentiment d'impuissance « face à



SOS. Des bénévoles de RESF en compagnie d'enseignants clermontois, d'une militante syndicale (FSU) et d'un père de famille kosovar, lui-même sans hébergement. PHOTO FRANCIS CAMPAGNONI

une telle détresse ». Une autre enseignante (de l'école Jean-Macé) est confrontée à la même réalité : « un petit garçon que ma collègue ou l'infirmière lavaient le matin avant la classe ; il était souvent très fatigué en cours de journée ». Autant d'écoliers « qui ne peuvent pas bénéficier de l'enseignement que nous dispensons ». Récemment, « deux d'entre eux ont vu leur mère agressée, dans un parc où ils s'étaient installés pour la nuit. Ils sont confrontés à une violence inouïe ».

Martine Roussel (RESF) et Marie-Luce Pouchard (RESF

et LDH) lancent un nouveau SOS, en expliquant que « lundi soir, il y avait dix-huit familles dehors ». Leur seul espoir : une nuit à l'abri par semaine, voire moins, à condition d'appeler le 115 chaque jour... De temps à autre, l'accueil chez des bénévoles associatifs, exceptionnellement chez un compatriote...

Les deux militantes déplorent « le manque de volonté politique, car, en réalité, les immeubles utilisables avec des logements vides ne manquent pas, nous en sommes convaincues ».

Le problème des mineurs

isolés étrangers reste également très préoccupant pour RESF : « ils sont mis à la rue au bout de cinq jours (*) par l'ASE (Aide sociale à l'enfance), qui dépend du Conseil départemental. Or, depuis 2016, celui-ci limite son aide aux femmes enceintes et femmes seules avec un enfant de moins de trois ans ».

Très éprouvés « car on n'en voit pas le bout », les militants RESF envisagent « de nouvelles formes d'action pour être entendus ».

(*) Pendant ces cinq jours de prise en charge, ils sont hébergés dans un hôtel ou au camping de Ceyrat, qui assure depuis peu cet accueil.